

Plan d'Action 2026

Construction de l'espace européen de la recherche et attractivité internationale

Appel à projets **Access ERC Starting Grants** (Access ERC) édition 2026

DATE DE PUBLICATION : **mardi 23 décembre 2025**

DATE LIMITE DU DEPOT DES PROPOSITIONS

mardi 24 février 2026 à 13h00 (heure de Paris)

Mots clés : Access-ERC, European Research Council (ERC), Horizon Europe, Starting Grants.

Avant de déposer une proposition, il est nécessaire de lire attentivement l'ensemble du présent document et le règlement relatif aux modalités d'attribution des aides de l'ANR (<http://www.anr.fr/RF>)

CLÔTURE DE L'APPEL

L'ensemble des documents (cf. *Modalités de dépôt*) devra être déposé sur le site de dépôt de l'ANR impérativement avant la clôture de l'appel :

mardi 24 février 2026, à 13h00 (heure de Paris)

Le lien du site de dépôt est disponible sur la page web dédiée à l'appel

CALENDRIER PREVISIONNEL

LANCEMENT DE L'APPEL	23 DECEMBRE 2025
OUVERTURE PLATEFORME DE DEPOT	23 DECEMBRE 2025
CLOTURE PLATEFORME DE DEPOT	24 FEVRIER 2026 A 13H00
ÉVALUATION ET SELECTION	MARS-MAI 2025
NOTIFICATION DES RESULTATS	MAI 2026
DEMARRAGE DES PROJETS	JUILLET-AOUT 2026

CONTACTS

Questions techniques et scientifiques, administratives et financières

Christine BOUISSET

Responsable du département SHS
christine.bouisset@agencerecherche.fr

Tristan LESCURE

Chargé de projets scientifiques au département SHS
tristan.lescure@anr.fr
Tél : 01 73 54 82 20

SOMMAIRE

A. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE L'APPEL	4
A.1. Contexte	4
A.2. Objectifs.....	4
B. CARACTERISTIQUES DE L'APPEL ACCESS ERC ET DES CANDIDATURES ATTENDUES	5
B.1. Caractéristiques de la proposition	5
B.2. Caractéristiques de la candidature	5
B.3. Caractéristiques des moyens attribués par l'ANR	6
C. PROCESSUS DE SELECTION.....	7
C.1. Modalités de dépôt.....	7
C.2. Éligibilité des propositions.....	11
C.3. Évaluation et résultats.....	13
C.3.1. Modalités et critères d'évaluation	13
C.3.2. Résultats	15
D. DISPOSITIONS POUR LE FINANCEMENT	15
E. SUIVI SCIENTIFIQUE DES PROJETS FINANCES	16
F. ENGAGEMENTS DES CHERCHEURS ET DES CHERCHEUSES QUI DEPOSENT UN PROJET ANR	16
F.1. Déontologie et intégrité scientifique	17
F.2. Égalité de genre	17
F.3. Publications scientifiques, données de la recherche, codes sources et logiciels	18
F.4. Promotion de la culture scientifique, technique et industrielle....	19
F.5. Accès aux ressources génétiques et aux connaissances traditionnelles associées	19
F.6. Dispositif de protection du potentiel scientifique et technique de la nation (PPST).....	20
F.7. Objectifs de développement durable (ODD)	20
G. DISPOSITIONS RELATIVES AU RGPD ET A LA COMMUNICATION DES DOCUMENTS	21
G.1. Données à caractère personnel.....	21
G.2. Communications des documents.....	22

A. Contexte et objectifs de l'appel

A.1. Contexte

Depuis 1984, l'Union Européenne finance des projets ambitieux de recherche à travers des programmes-cadres (Horizon Europe pour la période 2021-2027). Dès 2014, le ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'espace (MESRE) a mis en place l'agenda stratégique France Europe 2020, qui visait notamment à « accroître la présence de la recherche française en Europe et à l'international ». En juillet 2018, le MESRE a renforcé son implication en déployant un plan d'action national d'amélioration de la participation française aux dispositifs européens de financement (PAPFE). L'ANR, qui a inscrit la mise en œuvre du PAPFE dans son Plan d'action¹, met à la disposition des chercheurs et des chercheuses des équipes françaises, entre autres dispositifs², quatre instruments de financement visant à faire émerger ou à renforcer des dynamiques partenariales de haut niveau, et à développer le leadership des équipes françaises dans les programmes européens et internationaux.

Deux de ces instruments (MRSEI³ et SRSEI⁴) soutiennent la création et le développement de réseaux scientifiques européens ou internationaux. Les deux autres visent spécifiquement à promouvoir auprès des chercheurs et des chercheuses les appels à candidature de l'European Research Council (ERC) :

- « Tremplin-ERC » (T-ERC), créé en 2016, accompagne des **chercheurs et des chercheuses** rattachés à un organisme de recherche français **ayant déjà candidaté aux appels *Starting Grants Consolidator Grants ou Advanced Grants* de l'ERC**, et dont le projet a été classé A en seconde étape du processus d'évaluation, dans le dépôt d'une nouvelle candidature.
- « **Access ERC** », qui fait l'objet du présent appel, est un dispositif nouveau, déjà expérimenté en 2023, 2024 et 2025, qui concerne exclusivement les sciences humaines et sociales. Il vise à favoriser la carrière de **jeunes chercheurs post-doctoraux** en leur permettant de préparer **une première candidature à l'ERC *Starting Grants*** dans les meilleures conditions et, par là même, à augmenter le taux de dépôt et le taux de succès des candidatures françaises en SHS à l'ERC *Starting Grants*.

A.2. Objectifs

L'objectif du programme **ACCESS ERC** est d'accompagner de jeunes talents dans la préparation d'**une première candidature à l'ERC *Starting Grants***, en leur permettant notamment de renforcer leur CV, afin qu'il soit compétitif à cet appel. Au vu de cette ambition, il finance des contrats post-doctoraux de deux ans (24 mois) pour de jeunes docteurs et docteurs accueilli.e.s dans des laboratoires de recherche français.

¹ Voir composante « Construction de l'EER et attractivité internationale de la France », Plan d'action 2026, pXXXX.

<https://anr.fr/fileadmin/documents/2024/ANR-PA-2025.pdf>

² Sur les autres dispositifs de l'ANR (programmes bilatéraux et multilatéraux) visant à accroître la visibilité des équipes françaises à l'international, voir le Plan d'action 2026, p.XXXXX.

³ « Montage de Réseaux Scientifiques Européens ou Internationaux »,

⁴ « Soutien aux réseaux scientifiques européens ou internationaux

B. Caractéristiques de l'appel Access ERC et des candidatures attendues

B.1. Caractéristiques de la proposition

L'appel **Access ERC** 2026 est ouvert uniquement aux disciplines des sciences humaines et sociales.

Le financement de l'ANR consiste en un contrat post-doctoral d'une durée de deux ans (24 mois), comprise entre le 1^{er} juillet 2026 et le 31 août 2028, ayant pour objectif le dépôt d'une candidature à l'**ERC Starting Grants 2028 en octobre 2027**.

Afin de permettre aux futur(e)s candidat(e)s de postuler à l'ERC *Starting Grants* avec les meilleures chances de réussite, l'ANR a pris des dispositions autorisant une grande rapidité dans la sélection des propositions, la mise en place des financements et permettant un accompagnement. Cela se résume à :

- Un **bénéficiaire unique de l'aide** (l'organisme de recherche et de diffusion des connaissances français qui accueillera et accompagnera le jeune chercheur ou la jeune chercheuse pendant ces deux ans et sera *Host Institution* du dépôt à l'ERC) ;
- Une sélection réalisée par un **comité d'évaluation scientifique pluridisciplinaire** ;
- Un **retour rapide aux candidats** (résultats notifiés environ 4 mois après la date de clôture de l'appel) ;
- Une **réunion de démarrage** pour fournir aux lauréates et aux lauréats des informations sur l'ERC *Starting Grants*, notamment de la part des points de contact nationaux ERC (PCN), pour le montage de leur future proposition.

Le jeune chercheur ou la jeune chercheuse devra donc s'engager dans le cadre de cet appel **Access ERC 2026 à déposer une candidature à l'édition 2028 de l'ERC Starting Grants**, dans l'un des 8 panels SH, en octobre 2027.

Une prise de poste entre le 1^{er} juillet et le 1^{er} septembre 2026 permettra au candidat ou à la candidate de disposer de 8 à 10 mois de contrat financé par **Access ERC** après le dépôt de son projet à l'ERC 2028 en octobre 2027⁵, afin de préparer son audition dans les meilleures conditions.

B.2. Caractéristiques de la candidature

Pour être éligible à l'appel **Access ERC 2026**, le jeune chercheur ou la jeune chercheuse doit remplir les conditions suivantes :

- être titulaire d'un doctorat dans une discipline du domaine des Sciences humaines et sociales (ou tout diplôme ou qualification correspondant au standard international du PhD éligible à l'ERC).
- **avoir entre 2 et 6 ans d'expérience après la soutenance de thèse au 1^{er} janvier 2028**. Cela implique

⁵ Ce calendrier a été établi en fonction du calendrier indiqué par l'ERC sur ses pages web. Des modifications de calendrier sur les prochaines années, indépendantes de la volonté de l'ANR, peuvent survenir : <https://erc.europa.eu/apply-grant>

d'avoir soutenu sa thèse entre le 1^{er} janvier 2021 et le 31 décembre 2025 inclus, **sauf dérogation à la limite d'âge académique autorisée par l'ANR⁶. Ce cadre d'éligibilité est propre à l'appel Access ERC 2026. Toute personne éligible à l'édition 2028 de l'ERC Starting Grants mais dont la situation académique n'entre pas dans le cadre défini pour l'appel ANR Access n'est pas éligible à cet appel.**

- avoir obtenu la garantie d'être accueilli(e) dans un laboratoire de recherche français (EA, UMR, UMS, UMIFRE...), où il ou elle bénéficiera de conditions de travail adaptées et de l'encadrement d'un superviseur. Le choix du laboratoire d'accueil est important puisque le projet déposé à l'ANR doit démontrer son insertion dans les axes scientifiques de cette unité et son impact au-delà des 2 ans de contrat post-doctoral. Le directeur d'unité et le superviseur (qui rédigeront conjointement une lettre d'engagement) peuvent être la même personne ou deux personnes différentes, mais ni l'un ni l'autre ne peut être le directeur de thèse.
- avoir fait preuve de mobilité à l'étranger ou en France, pendant au moins un an, durant la thèse ou après la thèse.
- avoir une bonne maîtrise de l'anglais, oral et écrit.

B.3. Caractéristiques des moyens attribués par l'ANR

L'aide maximum allouée par l'ANR à la candidature dans le cadre de cet appel **Access ERC 2026** est de **185 k€** (frais d'environnement exclus)⁷ **pour une durée de deux ans, comprise entre le 1^{er} juillet 2026 et le 31 août 2028**. Cette aide couvrira le salaire du jeune chercheur ou de la jeune chercheuse, ainsi que ses dépenses de fonctionnement (mobilités, publications, organisation de colloque, etc.).

IMPORTANT

Lorsque la proposition est sélectionnée pour financement, l'ANR établit un acte attributif avec l'établissement français (personne morale à laquelle la chercheuse ou le chercheur est rattaché) et non directement avec le jeune chercheur ou la jeune chercheuse qui coordonne la proposition (personne physique). Le candidat ou la candidate doit donc s'assurer, avant le dépôt de la proposition, de l'engagement de son établissement à la valider puisqu'il ou elle sera, le cas échéant, financé(e) au nom de cet établissement.

⁶ Les conditions dérogatoires à la limite d'âge académique sont identiques à celles appliquées pour les JCJC de l'AAPG (prise en compte des congés maternité, parental et maladie) : congé maternité (pour les mères seulement) : un an par enfant ; congé parental d'éducation total : pour le père ou la mère, si il ou elle s'est totalement arrêté de travailler (un, deux ou trois ans par enfant).

⁷ Soit une aide totale 209 975 € frais d'environnement inclus.

C. Processus de sélection

Le processus de sélection des projets déposés dans le cadre de l'appel **Access ERC 2026** se déroule **en deux étapes**. Le calendrier prévisionnel est consultable sur la page 2 du présent document.

C.1. Modalités de dépôt

La proposition de projet, rédigée préférentiellement en **langue anglaise**, doit être déposée sur le site de dépôt de l'appel dont le lien est disponible sur la page web dédiée (cf. page 2 du présent document), en respectant le format et les modalités décrits ci-après.

Le compte permettant d'accéder au site de dépôt doit impérativement être créé avec les informations relatives au jeune chercheur ou à la jeune chercheuse qui sollicite le financement (nom, prénom, adresse électronique institutionnelle de préférence), *y compris si une tierce personne se charge de la saisie des informations en ligne*.

La proposition comprend :

1. un **formulaire** à compléter et à verrouiller en ligne (incluant la validation des « *Engagements des déposants* ») ;
2. un **document scientifique** (15 pages maximum, bibliographie comprise) intitulé « Stratégie de candidature à l'appel **ERC Starting Grants 2028** » ;
3. un **CV** du jeune chercheur ou de la jeune chercheuse ;
4. un **résumé de la thèse** en 4 pages ;
5. le **rapport de soutenance** ;
6. une **lettre d'engagement conjointe du Directeur d'unité du laboratoire d'accueil et du superviseur** ;
7. une **lettre d'engagement du candidat ou de la candidate** à déposer une candidature à l'ERC *Starting Grants* dans l'un des 8 panels SH en octobre 2027 (ERC StG 2028), et à déclarer l'établissement bénéficiaire de ce contrat **Access ERC** comme *Host Institution*.

Le dossier sera considéré complet si ces 7 éléments sont renseignés et disponibles sur le site de dépôt, avant la date et l'heure de clôture de l'appel indiquées en page 1.

Le déposant ou la déposante reçoit un accusé de dépôt par courrier électronique à la clôture de l'appel. L'accusé de dépôt envoyé par l'ANR ne constitue pas une confirmation d'éligibilité.

Formulaire en ligne

Les éléments suivants sont à saisir en ligne sur le site de dépôt :

- **Instrument de financement : Choisir « Access ERC – Access ERC Starting »**

- **Identité du projet** : acronyme⁸, titre en français et en anglais, type de recherche, comité d'évaluation scientifique ERC auprès duquel le dépôt de la candidature est prévu.
- **Date de soutenance de thèse** : celle-ci doit être comprise dans la fenêtre d'éligibilité prévue.
- **Résumés scientifiques non confidentiels** en français et en anglais (4000 caractères maximum, espaces compris)⁹.
- **Mots-clefs ERC** : renseigner 1 à 5 mots clés ERC à choisir uniquement dans le panel SH.
- **Mots-clefs en français et en anglais** : renseigner 3 à 5 mots clés libres.
- **Renseigner** au moins un [Objectif de développement durable \(ODD\)](#).
- Renseigner éventuellement une très grande infrastructure de recherche (par exemple TGIR HUMA-NUM).
- **Experts/expertes non souhaité(e)s pour l'évaluation** (facultatif) : les coordinateurs ou coordinatrices ont la possibilité de signaler des experts ou expertes (individus) pour lesquels il pourrait exister des conflits d'intérêts ou des problèmes de confidentialité s'ils/elles étaient amené(e)s à participer à l'évaluation du projet.¹⁰
- **Personnes impliquées, organisme et demande budgétaire** : **Identification du partenaire bénéficiaire de l'aide**¹¹ : notamment identifiant RNSR¹², nom complet, sigle, n° SIREN, catégorie du partenaire¹³ et base de calcul pour l'assiette de l'aide ; type et numéro d'unité, tutelle gestionnaire et hébergeante le cas échéant (unités mixtes), Directeur d'unité, Superviseur, **Identification de la personne habilitée à représenter juridiquement l'établissement gestionnaire (pour acte attributif)**¹⁴ et de la personne chargée du suivi administratif et financier, **Données financières** détaillées par postes de dépenses.¹⁵
- CV du jeune chercheur ou de la jeune chercheuse : A générer depuis la plateforme IRIS (cela suppose d'avoir dûment complété son CV depuis la plateforme).
- Document de soumission : dépôt du document scientifique et des annexes.
- Engagements : validez l'ensemble des engagements prévus dans le cadre de cet appel.
- Synthèse du projet : cochez la case de confirmation du choix de l'instrument.

⁸ Il est ici rappelé que le choix des noms et acronymes des projets (notamment de l'absence de violation de droits des tiers) relève de la seule responsabilité des porteurs de projets.

⁹ Ces résumés ont vocation à être transmis notamment pour solliciter d'éventuels experts dans le cadre du processus de sélection. Par ailleurs, étant donné leur caractère public (mise en ligne), le déposant doit vérifier qu'aucun élément devant rester confidentiel n'y est introduit, telles que des informations pouvant avoir pour effet d'entraver l'éventuel dépôt ultérieur d'un brevet ou encore dévoiler des éléments relevant du savoir-faire.

¹⁰ Il est recommandé de limiter cette liste à une taille raisonnable (5 maximum). L'ANR se réserve le droit de vérifier les conflits potentiels si la liste fournie était trop large et rendait l'évaluation impossible.

¹¹ Personne morale de rattachement qui aura vocation à recevoir la subvention.

¹² <https://appliweb.dgri.education.fr/rnsr/>. Une procédure est indiquée en cas d'absence de ce numéro RNSR.

¹³ Pour vérifier la catégorisation européenne de votre entité, se reporter au formulaire de déclaration relative à la catégorie des bénéficiaires <https://anr.fr/fileadmin/documents/2023/ANR-Formulaire-DECLARATION-RELATIVE-AUX-ACTIVITES-2023.pdf>. Ce formulaire est à retourner à la Direction des Affaires Juridiques (DAJ) de l'ANR, qui est à votre disposition pour toute question et aide au remplissage dudit formulaire.

¹⁴ Le candidat ou la candidate est appelé(e) à se rapprocher le cas échéant des services en charge du montage des projets au sein de son établissement gestionnaire pour connaître le nom du contact à renseigner.

¹⁵ La complétion des données financières nécessite que le chercheur ou la chercheuse sollicitant un financement de l'ANR, se rapproche dans les meilleurs délais de sa tutelle gestionnaire.

Les 24 mois de salaire du jeune chercheur ou de la jeune chercheuse sont à renseigner dans les « Non permanents avec financement demandé ». Attention, il est rappelé que dans le contexte spécifique de cet appel, les postes de dépenses éligibles sont circonscrits (Cf. § D. *Dispositions pour le financement*).

- Dépôt du projet : verrouillez votre projet

IMPORTANT

Il est fortement conseillé d'enregistrer les informations saisies sur le site de dépôt avant de quitter chaque page.

Engagements des déposants

Le candidat ou la candidate sollicitant une aide de l'ANR s'engage formellement (case à cocher au sein du formulaire en ligne¹⁶) sur le fait que le ou la responsable du laboratoire d'accueil ainsi que les personnes habilitées à représenter juridiquement l'établissement gestionnaire de l'aide ou ses représentants, **ont donné leur accord à sa démarche de dépôt en cours et que les informations relatives à la proposition leur ont été communiquées.**

Il ou elle s'engage par ailleurs à respecter les engagements décrits au paragraphe F du présent document notamment [la charte nationale de déontologie des métiers de la recherche et la charte d'intégrité scientifique et de déontologie de l'ANR](#).¹⁷

Document scientifique

Le document scientifique intitulé « **Stratégie de candidature à l'appel à l'ERC *Starting Grants* 2028** » doit être déposé sur le site de dépôt¹⁸, dans l'onglet « Documents de soumission ». Ce document scientifique (15 pages maximum, bibliographie comprise¹⁹) doit :

- **être rédigé préférentiellement en anglais.**
- **comporter :**
 - a) le résumé (maximum 2 pages) du projet scientifique, mis en relation avec les critères d'évaluation de l'ERC *Starting Grants* (caractère innovant, "ground-breaking", "high-risk high-gain", faisabilité) ; le candidat démontrera également comment son projet s'insère dans les axes scientifiques du laboratoire d'accueil ;
 - b) un calendrier des tâches : le candidat exposera de façon détaillée le programme de travail qu'il ou elle compte mettre en œuvre pendant les deux ans du contrat **Access ERC** afin de pouvoir déposer en **octobre 2027 (ERC SrG 2028)** un dossier de candidature compétitif au regard des critères d'évaluation de cet appel ;

¹⁶ Onglet « *Fiches partenaires* », sous onglet « *Données administratives* ».

¹⁷ Documents disponibles aux adresses suivantes : https://anr.fr/fileadmin/documents/2023/ANR_Ethique-integrite-scientifique-deontologie.pdf ; <https://anr.fr/fr/lanr/engagements/lintegrite-scientifique/>

¹⁸ <https://aap.agencerecherche.fr/layouts/15/SIM/Pages/SIMNouveauProjet.aspx?idAAP=2224>.

¹⁹ La bibliographie peut intégrer des preprints (<https://fr.wikipedia.org/wiki/E-print>) non encore publiés dans des journaux scientifiques avec comité de lecture, en particulier pour le référencement des données préliminaires. Les facteurs d'impact des revues ne doivent pas être mentionnés, en accord avec [la Déclaration de San Francisco](#) signée par l'ANR. Il est possible de citer le DOI pour améliorer l'accès de ces références aux évaluateurs.

c) une grille analytique d'auto-évaluation qui permettra au jury **Access ERC** de mesurer l'écart entre le CV actuel et le CV nécessaire à une candidature ERC et d'apprécier la pertinence et la faisabilité des mesures d'amélioration envisagées. Elle intégrera les rubriques ci-dessous :

- publications internationales (articles dans revues à comité de lecture, ouvrages, chapitres dans ouvrages collectifs) ;
- expériences à l'étranger et/ou collaborations internationales ;
- organisation de colloques, journées d'étude, séminaires de recherche ;
- invitations dans des colloques à l'étranger ;
- participation à des revues à comité de lecture, comités, etc. en dehors de l'établissement d'origine (rapporteur, etc.) ;
- activités institutionnelles (membre du conseil de laboratoire, etc.) ;
- expérience de tutorat/ATER/supervision ;
- collaborations les plus importantes en France et à l'étranger ;
- obtention de financements ou participation à des projets (ANR, fondations, ou autres) ;
- **utiliser une mise en page permettant une lecture confortable du document** (page A4, Calibri 11 ou équivalent, interligne simple, marges 2 cm ou plus, numérotation des pages ; pour les tableaux et figures, minimum Calibri 9 ou équivalent).
- **être au format PDF** (généré à partir d'un logiciel de traitement de texte, non scanné) sans aucune protection.

IMPORTANT

Une trame est à disposition sur la page web dédiée à l'appel Access ERC 2026.²⁰

Le site de dépôt refuse le téléchargement d'un document scientifique de plus de 15 pages ou dans un format autre que PDF.

Annexes

Cinq annexes doivent être déposées sur le site de dépôt, dans l'onglet « Documents de soumission » :

1. un **CV à renseigner directement depuis la plateforme** ;
2. un **résumé de la thèse en 4 pages** ;
3. le **rapport de soutenance** ;
4. une **lettre d'engagement conjointe du Directeur d'unité du laboratoire d'accueil et du superviseur.**²¹ La lettre devra indiquer les mesures d'accompagnement offertes par le laboratoire ou l'établissement et démontrer l'insertion du projet dans les axes scientifiques de l'unité ;
5. Une **lettre d'engagement du candidat à déposer une candidature à l'ERC StG 2028 en octobre 2027** dans l'un des 8 panels SH et à déclarer l'établissement bénéficiaire de ce contrat **Access ERC** comme *Host Institution*. Il est obligatoire de préciser le panel ERC dans lequel le projet sera déposé ;

A défaut ou en cas de l'absence au dépôt de l'une de ces cinq annexes, la candidature sera considérée comme inéligible.

²⁰ Cf. p 2 du présent document.

²¹ Si le directeur d'unité fait par ailleurs office de superviseur, la lettre d'engagement le mentionnera.

IMPORTANT

Le format PDF sans aucune protection est à privilégier pour l'ensemble des documents déposés en annexes (généré à partir d'un logiciel de traitement de texte, non scanné).

C.2. Éligibilité des propositions

Les vérifications d'éligibilité sont réalisées par l'ANR sur la base des informations et des documents disponibles sur le site de dépôt des propositions aux date et heure de clôture.

Pour les analyses d'éligibilité, les informations saisies en ligne prévalent sur celles développées au sein des documents descriptifs de la proposition si ces sources d'informations s'avéraient non concordantes, y compris si elles étaient mal renseignées ou manquantes.

Aucune modification ou ajout de données ou de document ne sera possible après la date et l'heure de clôture de l'appel.

IMPORTANT

Les propositions considérées comme non éligibles ne sont pas évaluées et ne peuvent pas faire l'objet d'un financement.

Une proposition peut cependant être déclarée inéligible à tout moment du processus de sélection.

La proposition est **éligible** si elle satisfait l'ensemble des conditions ci-dessous :

Caractère complet de la proposition : la proposition doit être finalisée, en ligne sur le site dédié à la date et heure de clôture communiquées, complète et conforme au format spécifié (cf. § C.1). Aucun document n'est accepté après ces date et heure. Aucune modification de données ne sera possible après ces date et heure. Une proposition, pour être complète et conforme, doit comprendre :

1. le formulaire en ligne entièrement renseigné
2. le document scientifique intitulé « Stratégie de candidature à l'appel ERC *Starting Grants* 2028 » respectant la limite de 15 pages bibliographie comprise ;
3. le CV du jeune chercheur ou de la jeune chercheuse ;
4. le résumé de thèse en 4 pages ;
5. le rapport de soutenance ;
6. la lettre d'engagement conjointe du Directeur d'unité du laboratoire d'accueil et du superviseur, indiquant les mesures d'accompagnement offertes par le laboratoire ou l'établissement et démontrant l'insertion du projet dans les axes scientifiques de cette unité ;
7. la lettre d'engagement du jeune chercheur ou de la jeune chercheuse à déposer une candidature à l'ERC dans l'un des 8 panels SH **en octobre 2027 (ERCStG 2028)** et à déclarer l'établissement

bénéficiaire de ce contrat **Access ERC** comme *Host Institution*. Il est obligatoire de préciser le panel SH visé dans cette lettre d'engagement.

Conditions relatives à la soutenance de diplôme : un jeune chercheur ou une jeune chercheuse déposant un projet à **Access ERC 2026** doit avoir soutenu sa thèse de doctorat (ou tout diplôme ou qualification correspondant au standard international du PhD éligible à l'ERC) **entre le 01 janvier 2021 et le 31 décembre 2025 inclus, sauf dérogations autorisées par l'ANR²²**, en vue d'un dépôt à l'ERC *Starting Grants* 2028 (en octobre 2027)²³. En cas de dérogation, les justificatifs doivent être déposés en ligne à date et heure de clôture de l'appel.

Toutes les propositions déposées sans justificatif(s) d'une dérogation conforme aux règles appliquées par l'ANR dans ses appels à projets seront déclarées inéligibles.

Limite de coordination : un jeune chercheur ou une jeune chercheuse ne peut déposer qu'un seul projet en tant que coordinateur ou coordinatrice à l'appel **Access ERC 2026**.

Un jeune chercheur ou une jeune chercheuse ne pourra bénéficier d'un financement **Access ERC** qu'une seule fois au cours de sa carrière.

Partenaire bénéficiaire de l'aide : la proposition prévoit un seul bénéficiaire de l'aide : la tutelle gestionnaire (personne morale de rattachement) du laboratoire d'organisme de recherche et de diffusion de connaissances français qui accueillera le jeune chercheur ou la jeune chercheuse.

Aide demandée : L'aide demandée pour le projet doit être inférieure ou égale à **185 000 € (frais d'environnement exclus)²⁴**.

Durée du projet : La durée du projet est de 24 mois.

Caractère unique de la proposition de projet : Une proposition de projet ne peut être semblable en tout ou partie à une autre proposition déposée à un appel en cours d'évaluation à l'ANR (tous appels à projets confondus, toutes étapes d'évaluation confondues) ou ayant donné lieu à un financement par l'ANR ou par un autre organisme ou une autre agence de financement.

Le caractère semblable entre deux projets est établi lorsque ces projets (dans leur globalité ou en partie) décrivent des objectifs principaux identiques ou résultent d'une simple adaptation.²⁵

Toutes les propositions déclarées semblables sont inéligibles.

²² Seules s'appliquent ici les règles ANR. Voir mesures JCJC pour congés maternité et congé parental : Congé maternité (pour le mères seulement) : un an par enfant ; congé parental d'éducation total : pour le père ou la mère, si il ou elle s'est totalement arrêté de travailler (un, deux ou trois ans par enfant) .

²³ Ces dates ont été établies en fonction des dates indiquées par l'ERC sur ses pages web. Des modifications des règles d'éligibilité et des conditions dérogatoires à l'ERC *Starting Grants* sur les prochaines années, indépendantes de la volonté de l'ANR, peuvent survenir.

²⁴ Soit une aide totale de 209 975 € frais d'environnement inclus.

²⁵ Le constat de cette situation déclenchera l'application des dispositions pertinentes du Règlement financier, empêchant l'attribution d'une Aide ou impliquant l'arrêt et le remboursement d'une Aide, le cas échéant.

C.3. Évaluation et résultats

La sélection des projets opérée par l'ANR est fondée sur le principe d'évaluation par les pairs.

L'évaluation a pour objectif de sélectionner les meilleures propositions en évaluant, conformément aux principes internationaux de sélection compétitive des projets, la stratégie de candidature à l'ERC StG 2028, la qualité et l'ambition du projet scientifique, le parcours du jeune chercheur ou de la jeune chercheuse, et la qualité de l'association entre le chercheur ou la chercheuse et le laboratoire d'accueil.

Elle comprend l'organisation de comités et mobilise, le cas échéant, des experts et expertes extérieur.e.s à ces comités.

Les dispositions de la Charte de déontologie et intégrité scientifique de l'ANR s'appliquent à l'ensemble des personnes mobilisées pour la sélection des projets.

C.3.1. Modalités et critères d'évaluation

Évaluation des propositions

Après vérification de l'éligibilité, chaque proposition est évaluée sur la base des informations telles que complétées et déposées en ligne, sur le site de dépôt, aux date et heure de clôture de l'appel. Aucune autre information ne sera recherchée ou demandée aux déposants/déposantes si manquante aux heures et date de clôture de l'appel pour évaluer le projet sur l'ensemble des critères s'appliquant au dit projet.

Le comité d'évaluation (CE) est constitué de 3 sous-comités regroupant 2 ou 3 panels ERC SH. Chaque proposition est évaluée par le sous-comité dont relève le panel ERC SH déclaré par le candidat ou la candidate lors du dépôt de son projet Access.

Les sous-comités d'évaluation (SCE) sont présidés par un président-référent ou une présidente-référente, assisté(e) d'un bureau comprenant un(e) ou deux vice-présidents ou vice-présidentes. Les membres du sous-comité sont nommés par l'ANR sur proposition du bureau du sous-comité.

Les SCE pour cette édition Access ERC 26 sont définis de la façon suivante :

Sous-comité 1 « Economie, institutions, sociétés » : SH1 – Individus, marchés, organisations / SH2 – Institutions, gouvernance, systèmes juridiques / SH3 – Le monde social et ses interactions

Sous-comité 2 « Cognition, langage, texte, culture » : SH4 L'esprit humain et sa complexité / SH5 – Textes et concepts / SH8 – Études des cultures et des arts

Sous-comité 3 « Temps, espace, environnement » : SH6 – L'étude du passé humain / SH7 – Mobilité humaine, environnement et espace

Un chargé ou une chargée de projets scientifiques, responsable de la gestion des conflits et liens d'intérêt, assiste le président ou la présidente et son bureau en amont et durant les réunions du sous-comité, sans prendre part aux débats ni à la désignation des experts et expertes éventuel.le.s.

L'évaluation est assurée par les sous-comités internationaux et pluridisciplinaires constitués *ad hoc*, comprenant des chercheurs représentatifs des disciplines et thématiques couvertes par les 8 panels SH de l'ERC, parmi lesquels d'anciens lauréats ou évaluateurs de l'ERC. Chaque proposition fait l'objet d'au moins 2 évaluations réalisées par des membres du sous-comité ou des experts externes²⁶, les thématiques de recherche et les champs disciplinaires représentés dans les projets déposés étant potentiellement très vastes. Chaque évaluateur complète un rapport d'évaluation individuel dans lequel chacun des critères d'évaluation reçoit un commentaire.

A l'issue des évaluations individuelles, le sous-comité d'évaluation se réunit en séance plénière. La discussion collégiale, proposition par proposition, aboutit à un classement des propositions les unes par rapport aux autres.

À l'issue des travaux des sous-comités, un Comité de Pilotage (COPIL) se réunit afin d'arrêter la liste définitive des lauréats de l'appel.

Critères d'évaluation des propositions

Les propositions sont évaluées selon **quatre critères**.

La grille d'évaluation ci-dessous est utilisée à la fois par les membres de comité et par les experts/expertes externes au comité.

Les critères constituent un guide, d'une part pour les déposantes et les déposants afin de constituer la proposition et rédiger à ce titre le document scientifique, et d'autre part pour les évaluateurs et évaluatrices.

- **Qualité de la stratégie de candidature à l'appel ERC *Starting Grants* 2028**
Ce critère constitue le cœur de la candidature. Une attention particulière lui sera portée par les membres du jury. Il sera discriminant au regard des autres critères d'évaluation.
- **Qualité et ambition du projet scientifique**
- **Qualité du parcours du chercheur ou de la chercheuse**
- **Qualité de l'association entre le chercheur ou la chercheuse et le laboratoire d'accueil**

²⁶ Proposé(e)s par les membres de comité affectés à l'évaluation du projet et sollicités par l'ANR après vérification de l'absence de conflit d'intérêts. Les experts/expertes opèrent individuellement et dans la confidentialité, sans échange avec des tiers. Ils/elles n'ont à leur disposition que les éléments constituant la proposition tels que complétés et déposés en ligne par le candidat / la candidate à la date et heure de clôture de l'appel. Ils/elles ne participent pas à la réunion du sous-comité.

C.3.2. Résultats

À l'issue du COPIL, la décision de sélection ou de non-sélection est prise par l'ANR sur la base du classement établi par le COPIL et de la capacité budgétaire dédiée à l'appel.

La liste des projets sélectionnés pour financement est publiée par l'ANR sur son site web, à la page dédiée à l'appel **Access ERC 2026**²⁷. Après la clôture de l'appel, la composition du comité d'évaluation scientifique sera également publiée sur la page dédiée à l'appel.

L'ANR informe par courriel l'ensemble des déposantes et déposants de la décision de sélection ou non de leur proposition et transmet le rapport d'évaluation final motivant la décision du comité d'évaluation.

D. Dispositions pour le financement

IMPORTANT

Les modalités d'attribution des aides de l'ANR sont précisées dans le « *Règlement relatif aux modalités d'attribution des aides* » (<http://www.anr.fr/RF>). Les déposants et les déposantes sont invité.e.s à lire attentivement ce document afin de monter leur projet, notamment du point de vue budgétaire, conformément aux dispositions qui y sont décrites. **ATTENTION, des spécificités propres au présent appel s'appliquent cependant et sont décrites ci-dessous.**

Pour chaque proposition sélectionnée à l'appel **Access ERC 2026**, l'ANR établira, après vérifications administratives et financières principalement liées à la compatibilité/régularité des aides au regard de la réglementation européenne, un acte attributif d'aide pour le bénéficiaire de l'aide.

La tutelle gestionnaire du laboratoire accueillant le jeune chercheur ou la jeune chercheuse sera la **seule bénéficiaire de la subvention ANR**.

L'aide maximum allouée par l'ANR au projet dans le cadre de cet appel **Access ERC 2026** est de **185 k€** (frais d'environnement exclus)²⁸ **pour une durée de deux ans**. Cette aide couvrira le seul salaire (poste de non permanent) du candidat ou de la candidate, ainsi que les autres coûts éventuels autorisés par le règlement financier autres que ceux listés ci-après :

- frais de personnel autres que ceux liés au seul candidat ou à la seule candidate (poste de non permanent uniquement, sur toute la durée de financement de 24 mois) au présent appel (aucun autre personnel ne peut être comptabilisé).

La date de début d'éligibilité des dépenses est fixée au 1er juillet 2026. La date de démarrage scientifique doit être comprise entre le 1er juillet et le 31 août 2026.

²⁷ Cf. p2 du présent document.

²⁸ Soit une aide totale 209 975 € frais d'environnement inclus.

Les échéances applicables pour les comptes rendus intermédiaires et finaux sont celles précisées dans l'acte attributif d'aide. Ces comptes rendus doivent être transmis au secrétariat de l'appel (contact en page 2 du présent document).

IMPORTANT

- Un financement **Access ERC** étant intrinsèquement liée à la candidate ou au candidat, il ne sera pas possible de changer de chercheur en cours du financement.
- Le versement du solde est notamment conditionné au dépôt par le jeune chercheur ou la jeune chercheuse d'une candidature à l'ERC *Starting Grants*, **en octobre 2027 (ERC StG 2028)**, dans l'un des 8 panels SH et déclarant l'établissement bénéficiaire de ce contrat **Access ERC Host Institution**.
- **Access ERC** et **Tremplin ERC** sont complémentaires mais non cumulables.

E. Suivi scientifique des projets financés

Les projets financés feront l'objet d'un suivi scientifique par l'ANR durant leur durée d'exécution, et ce jusqu'à deux ans après leur fin. Le suivi scientifique comprend :

- la participation du jeune chercheur ou de la jeune chercheuse au séminaire de lancement des projets du présent appel pour fournir aux lauréates et lauréats des informations sur l'ERC *Starting Grants*, notamment de la part des points de contact nationaux (PCN ERC), pour le montage de leur future proposition ;
- la fourniture d'un compte rendu intermédiaire traduisant l'avancement du projet ;
- la fourniture d'un rapport final du projet ;
- la fourniture de résumés non confidentiels des objectifs, travaux et résultats du projet, actualisés à la date de communication, destinés aux publications de l'ANR sur tous supports ;
- la collecte d'éléments d'impact du projet jusqu'à deux ans après la fin du projet ;
- la participation à au moins une revue intermédiaire ou finale de projet ;
- la participation aux colloques organisés par l'ANR sur les appels **Access ERC**.

F. Engagements des chercheurs et chercheuses qui déposent un projet ANR

Toutes les participantes et tous les participants aux propositions déposées à cet appel et toutes les personnes impliquées dans les projets financés par l'ANR s'engagent à respecter ces valeurs et engagements.

F.1. Déontologie et intégrité scientifique

L'ANR, signataire de la Charte nationale de déontologie des métiers de la recherche et conformément à la circulaire de mars 2017²⁹ relative à la politique d'intégrité scientifique, veille à ce que les principes de cette charte soient respectés pour l'ensemble des actions prévues au Plan d'action 2024. A ce titre, la charte de déontologie de l'ANR a été révisée et étendue à l'intégrité scientifique. L'agence s'assure de l'adhésion de ses bénéficiaires à l'ensemble des règles et valeurs qui doivent régir l'activité de recherche, pour en garantir le caractère honnête et scientifiquement rigoureux. Du respect de ces principes dépend le maintien de la confiance accordée par la société aux acteurs ou actrices de la recherche. A cette charte est également adossée la nomination d'un référent ou d'une référente déontologie et intégrité scientifique qui s'assure du respect des principes fondamentaux, de la prévention et de la bonne gestion des conflits d'intérêts et de la formation des collaborateurs et collaboratrices internes et externes à l'agence.

Dans ce contexte, le coordinateur ou la coordinatrice d'un projet (quel que soit l'appel à projets) s'engage à ce que tous les participants et toutes les participantes au projet (demandant ou non un financement) respectent les principes inscrits dans la [charte nationale de déontologie des métiers de la recherche](#) et la [charte de déontologie et d'intégrité scientifique de l'ANR](#)³⁰.

En outre, chaque coordinateur ou coordinatrice scientifique sollicitant une subvention s'engage formellement sur le fait que sa hiérarchie (notamment son directeur d'unité, les services administratifs et financiers compétents et les personnes habilitées à représenter juridiquement l'établissement gestionnaire de la subvention, ou ses représentants ou représentantes) a donné l'accord à sa démarche de dépôt en cours et que les informations relatives à la demande lui ont été communiquées. La liste des dépôts enregistrés par l'ANR pourra être envoyée par l'ANR aux directeurs ou directrices de laboratoire et aux responsables administratifs des établissements gestionnaires pour les projets les concernant.

F.2. Egalité de genre

L'ANR, soucieuse de contribuer au déploiement d'une politique³¹ ayant pour ambition de réduire les inégalités entre les femmes et les hommes dans l'ESR, a intégré le principe d'égalité dans sa charte de déontologie et d'intégrité scientifique et déployé un plan d'action égalité. L'objectif poursuivi est notamment d'amener les communautés scientifiques à systématiquement considérer la dimension sexe et/ou genre dans leur recherche, et ce quel que soit le domaine, pour une production de connaissances de qualité, et de former les évaluateurs et évaluatrices à la question des biais potentiels de genre dans la sélection, afin de garantir une équité de traitement entre les projets, qu'ils soient portés par des femmes ou des hommes.

Afin de lutter contre une représentation trop souvent masculine de la science et afin d'encourager les jeunes femmes à investir des domaines dans lesquels elles sont absentes ou minoritaires, l'ANR s'engage à

²⁹ Décret n°2020-256 du 13 mars 2020 en application de l'article 80 de la loi de transformation de la fonction publique.

³⁰ Documents disponibles aux adresses suivantes : https://anr.fr/fileadmin/documents/2023/ANR_Ethique-integrite-scientifique-deontologie.pdf ; <https://anr.fr/fr/lanr/engagements/lintegrite-scientifique/>

³¹ Décret n°2020-256 du 13 mars 2020 en application de l'article 80 de la loi de transformation de la fonction publique.

valoriser les femmes de science ayant obtenu un financement ANR ou ayant pris part au travail des comités d'évaluation scientifique en tant que présidente ou membre de comité.

Dans ce contexte, le coordinateur ou la coordinatrice d'un projet financé par l'ANR s'engage à donner une visibilité équitable des travaux de recherche qui seront produits, et ce qu'ils soient portés par des femmes ou par des hommes.

En outre, le coordinateur ou la coordinatrice d'un projet s'engage, lorsque cela est pertinent, à prendre en compte la dimension sexe et/ou genre dans sa recherche, et ce quel que soit le domaine, afin d'écarter les biais de genre dans la production des savoirs et d'anticiper les conséquences potentielles de leurs applications.

F.3. Publications scientifiques, données de la recherche, codes sources et logiciels

Dans le cadre du soutien de l'ANR à la science ouverte, et en lien avec le Plan national pour la science ouverte au niveau français (PNSO) et le Plan S au niveau international, les bénéficiaires de l'ANR s'engagent à :

- **Garantir le libre accès immédiat aux publications scientifiques évaluées par les pairs.** Ainsi, toutes les publications scientifiques issues de projets ANR financés dans le cadre du Plan d'Action 2026, seront rendues disponibles en libre accès sous la licence *Creative Commons CC-BY* ou équivalente, en utilisant l'une des trois voies suivantes :

- publication dans une revue nativement en libre accès ;
- publication dans une revue par abonnement faisant partie d'un accord dit transformant ou journal transformatif³² ;
- publication dans une revue à abonnement. La version éditeur ou le manuscrit accepté pour publication sera déposé dans l'archive ouverte HAL par les auteur.e.s sous une licence *CC-BY* en mettant en œuvre la Stratégie de non-cession des droits (SNCD), selon les modalités indiquées dans les conditions particulières de la décision ou convention de financement.³³

De plus, le coordinateur ou la coordinatrice du projet s'engage à ce que le texte intégral de ces publications scientifiques (version acceptée pour publication ou version éditeur) soit déposé dans l'archive ouverte nationale HAL, au plus tard au moment de la publication, et à mentionner la référence ANR du projet de recherche (ex : ANR-22-CE64-0001) dont elles sont issues, en associant un identifiant pérenne (DOI par exemple).

Par ailleurs, l'ANR encourage à privilégier la publication en libre accès des ouvrages et des monographies³⁴ et recommande le dépôt des *pré-publications (preprint)* dans des plateformes ou archives ouvertes.

- **Faciliter le partage et la réutilisation des données de la recherche** – en particulier pour les

³² Définition d'[accord dit transformant](https://www.coalition-s.org/faq-theme/publication-fees-costs-prices-business-models/) ou [journal transformatif](https://www.coalition-s.org/faq-theme/publication-fees-costs-prices-business-models/) : <https://www.coalition-s.org/faq-theme/publication-fees-costs-prices-business-models/>

³³ <https://www.ouvri.la-science.fr/mettre-en-oeuvre-la-strategie-de-non-cession-des-droits-sur-les-publications-scientifiques/>

³⁴ Le site DOAB (<https://www.doabooks.org/>) répertorie les livres publiés en libre accès

données liées aux publications³⁵ - **en adoptant une démarche dite FAIR** (*Facile à trouver, Accessible, Interopérable, Réutilisable*) dans le respect du principe « *aussi ouvert que possible, aussi fermé que nécessaire* ».

Ainsi, le coordinateur ou la coordinatrice du projet s'engage à fournir, dans les 6 mois qui suivent le démarrage du projet, une première version du Plan de Gestion des Données (PGD) selon les modalités communiquées dans les conditions particulières.

Enfin, conformément au 2^{ème} Plan national pour la science ouverte, l'ANR recommande que les logiciels développés durant le projet soient mis à disposition sous une licence libre³⁶ et que les codes sources soient stockés dans l'archive Software Heritage³⁷ en indiquant la référence au financement ANR.

F.4. Promotion de la culture scientifique, technique et industrielle

L'ANR encourage les bénéficiaires du financement ANR à mener et/ou à participer à des activités de transfert de connaissances vers les citoyens, citoyennes et décideurs : publication d'articles dans la presse, intervention dans les médias, aide à la décision publique, participation à des festivals de science, organisation de débats grand public, actions de vulgarisation, rédaction d'articles dans une encyclopédie libre en ligne...

F.5. Accès aux ressources génétiques et aux connaissances traditionnelles associées

Le Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et aux connaissances traditionnelles associées et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation, relatif à la Convention sur la diversité biologique, a été adopté le 29 octobre 2010. Il contribue à la conservation de la diversité biologique et à l'utilisation durable de ses éléments constitutifs, et à accroître la contribution de la diversité biologique au développement durable et au bien-être humain.

Le protocole de Nagoya fait ainsi progresser considérablement le troisième objectif de la Convention en assurant une plus grande certitude juridique et une transparence accrue pour les fournisseurs et les utilisateurs de ressources génétiques. Le règlement européen 511/2014 et la loi française 2016-1087 fixent les modalités d'application de ce protocole.³⁸ Deux points de contrôle sont ainsi définis :

- i) au stade du financement des travaux de recherche sous le contrôle du Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation (MESRI) et
- ii) au stade du développement final d'un produit sous le contrôle du Ministère de la transition écologique (MTE).

³⁵ Partage des données liées aux publications scientifiques. Guide pour les chercheurs : <https://www.ouvrirelascience.fr/partager-les-donnees-liees-aux-publications-scientifiques-guide-pour-les-chercheurs/>

³⁶ <https://opensource.org/licenses>

³⁷ <https://www.softwareheritage.org/>

³⁸ Loi de reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages (Loi n° 2016-1087 du 8 août 2016) et son décret d'application relatif à l'accès aux ressources génétiques et au partage des avantages découlant de leur utilisation (Décret d'application n° 2017-848 du 9 mai 2017).

Dans ce contexte, l'ANR doit obtenir les récépissés de déclaration de « *Due Diligence* » (DDD) pour les projets de recherche qu'elle finance depuis 2019. Les déposants et les déposantes à l'appel Access ERC 2025 seront invité.e.s à déclarer une potentielle utilisation de ressources génétiques durant leurs projets.

Les DDD dans le cadre de travaux de recherche s'enregistrent directement en ligne via l'application dédiée sur le site du MESRI. Les accès peuvent être demandés au responsable de l'établissement d'accueil.

Toutes les informations sont disponibles à l'adresse suivante : <http://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/pid37627/utilisation-ressources-genetiques-associees.html>.

F.6. Dispositif de protection du potentiel scientifique et technique de la nation (PPST)

Le dispositif de protection du potentiel scientifique et technique de la nation (PPST) a pour but de protéger, au sein des établissements publics et privés, l'accès à leurs savoirs et savoir-faire stratégiques ainsi qu'à leurs technologies sensibles. Il permet de se prémunir plus efficacement contre les tentatives de captation d'informations stratégiques ou sensibles pouvant être détournées à des fins malveillantes. L'ANR encourage les bénéficiaires du financement ANR ainsi que les déposants et déposantes de projet aux appels du PA 2024 de l'ANR à se rapprocher de leur établissement pour mettre en œuvre les mesures du dispositif de protection du potentiel scientifique et technique de la nation (PPST) selon les recommandations du Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN).³⁹

En amont de tout dépôt de projet à l'ANR (tous les appels et instruments sont concernés), les déposants ou les déposantes sont invité.e.s à se rapprocher de leur fonctionnaire de sécurité et de défense ou des services en charge de l'application de la PPST au sein de leur établissement afin de vérifier l'éligibilité de leur projet.

F.7. Objectifs de développement durable (ODD)

Le Plan d'action de l'ANR permet d'exprimer une partie des efforts de recherche menés par la France pour accompagner notre société face aux grands enjeux auxquels elle est confrontée en lien avec les axes définis dans le plan « *Horizon Europe* » de la Commission européenne⁴⁰ ou avec les « *Objectifs de développement durable* » (ODD) des Nations Unies.⁴¹

La mobilisation de la science pour mettre en œuvre l'agenda 2030 des ODD est un enjeu majeur de la recherche et de l'innovation pour la prochaine décennie, notamment pour impulser des transitions numériques, énergétiques, sociales et écologiques cohérentes. Cette approche ODD est structurante, tant pour l'Europe, qui en fait la toile de fond de son nouveau programme 2021-2027 « *Horizon Europe* » que pour la France, qui s'est mobilisée dès 2019 par la mise en place d'une feuille de route 2020-2030 impliquant l'ensemble des acteurs publics ou privés de recherche et des citoyens.

³⁹ <http://www.sgdsn.gouv.fr/missions/protection-du-potentiel-scientifique-et-technique-de-la-nation/>
(CIR n° 3415/SGDSN/AIST/ PST du 7 novembre 2012).

⁴⁰ Horizon Europe (programme-cadre de l'Union européenne pour la recherche et l'innovation pour la période allant de 2021 à 2027) : <https://www.horizon-europe.gouv.fr>

⁴¹ <https://www.agenda-2030.fr/>

En conséquence, les déposants et les déposantes aux appels ANR seront invité.e.s à déclarer un ou plusieurs ODD durant leur projet.

G. Dispositions relatives au RGPD et à la communication des documents

G.1. Données à caractère personnel

L'ANR dispose de traitements informatiques⁴² relatifs à la sélection, au suivi des projets et aux études d'impact pour l'exercice de ses missions⁴³. Des données à caractère personnel⁴⁴ sont collectées et traitées à ce titre conformément à l'article 6.1 (e) et (c) du RGPD⁴⁵. Ces données font l'objet de traitements informatiques nécessaires à l'exécution d'une mission d'intérêt public et/ou au respect d'une obligation légale.

L'ANR conserve les données à caractère personnel relatives aux projets déposés non sélectionnés pour la durée nécessaire à l'évaluation des projets suivie de l'expiration des voies de recours. Concernant les données relatives aux projets sélectionnés et financés, la durée de conservation court pendant la durée nécessaire au suivi du projet et aux contrôles éventuels des différentes instances habilitées⁴⁶.

Les données enregistrées à ce titre ne peuvent être communiquées qu'aux services concernés de l'ANR, aux experts, membres de comités d'évaluation, - pour les projets qui les concernent -, et le cas échéant aux organismes de contrôle, sous-traitants de l'ANR, partenaires et autres agences de financement collaborant avec l'ANR⁴⁷, pôles de compétitivité, services de l'ANR et administrations. Certains de ces destinataires sont situés hors Union Européenne. Le transfert de données à caractère personnel à ces destinataires est destiné à assurer l'une des missions susmentionnées et répond à un motif d'intérêt public. Les contrats conclus entre l'ANR et ses éventuels sous-traitants contiennent une clause de protection des données conforme à l'article 28 du RGPD.

Les personnes concernées par la collecte et l'utilisation de leurs données personnelles disposent d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui les concernent. A ce titre, elles peuvent accéder à leur profil utilisateur et rectifier elles-mêmes certaines informations les concernant. De plus, elles disposent de la faculté d'exercer leurs droits en saisissant la Déléguée à la protection des données de l'ANR, Véronique Pauliac à l'adresse : dpd@agencerecherche.fr

Pour en savoir plus, consultez vos droits sur le site de la [CNIL](https://www.cnil.fr/) accessible à l'adresse suivante : <https://www.cnil.fr/>.

⁴² Système d'information métier (SIM), sites de dépôt et d'évaluation des projets, Traitements pour le suivi des projets, les portefeuilles des projets et les analyses

⁴³ Définies dans le décret n°2006-963 du 1 août 2006 portant organisation et fonctionnement de l'ANR

⁴⁴ Nom, prénom des chercheurs et chercheuses, date de naissance, coordonnées professionnelles, titre(s), fonction (actuelle et antérieure), domaines d'activité, lieu de travail, organisme d'appartenance, adresse(s), curriculum vitae, numéro ORCID, nom et référence des projets, pré-propositions, propositions de projet (document scientifique, annexe administrative et financière).

⁴⁵ Règlement général sur la protection des données (UE) n°2016/679

⁴⁶ 10 ans à compter de la date d'octroi de l'aide pour les contrôles de la Commission européenne.

⁴⁷ Cas des co-financements et collaborations avec d'autres financeurs français ou étrangers de projets de recherche.

Le détail des mesures de protection prises par l'ANR des données à caractère personnel qu'elle collecte et traite est indiqué aux personnes concernées lors de la saisie de ces données dans les traitements informatiques correspondants.

G.2. Communications des documents

L'ANR peut être amenée à transmettre certaines données et documents aux administrés, à d'autres agences de financement françaises ou étrangères, à d'autres administrations (dont ses tutelles), aux organismes de contrôle, dans le cadre d'accords de collaboration, de l'ouverture des données publiques, l'accès aux documents administratifs⁴⁸, l'échange entre administrations et la réutilisation des informations publiques⁴⁹. Cette communication peut concerner notamment les données de caractérisation des projets, les expertises, le rapport de synthèse du comité d'évaluation, les propositions de projet, documents contractuels, document scientifique, annexe administrative et financière.

La diffusion et la communication de ces données et documents administratifs s'effectuent dans le respect de la réglementation applicable et sous réserve de protection des données personnelles, de la propriété intellectuelle et du secret industriel et commercial. En effet, certains documents ou données collectés ne doivent pas être communiqués ou ne peuvent l'être que de façon restreinte. Dans le cas des collaborations avec d'autres agences de financement ou co-financements en particulier, des contrats encadrent la communication des documents et la confidentialité. La communication des documents sera limitée à l'objet de la collaboration entre l'agence de financement partenaire de l'ANR et celle-ci.

⁴⁸ Loi 78-753 du 17 juillet 1978 sur la communication des documents administratifs, loi 79-587 du 11 juillet 1979 sur la motivation des actes administratifs, loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leur relation avec les administrations.

⁴⁹ Ordonnance n°2016-307 du 17 mars 2016 codifiant les dispositions relatives à la réutilisation des informations publiques dans le code des relations entre le public et l'administration, et son décret d'application n°2016-308 du 17 mars 2016.